

BAHREÏN

Des femmes et des enfants sont l'objet d'arrestations arbitraires et de mauvais traitements

Index AI : MDE 11/21/96

Embargo : 16 juillet 1996, 00 H 01 GMT

Pour la première fois dans l'histoire récente de Bahreïn, des femmes et des enfants - certains âgés de sept ans - ont été arrêtés, battus et menacés lors de leur détention ; et ces pratiques déplorables semblent destinées à se perpétuer, a déclaré Amnesty International dans un rapport paru aujourd'hui 16 juillet.

Depuis le début du mouvement en faveur de la démocratie, en 1994, les femmes bahreïnaïses, traditionnellement écartées de la vie politique, ont été nombreuses à participer aux actes de protestation publique. Elles ont adressé des pétitions à l'émir, Sheikh Issa bin Salman Al Khalifa, réclamant le rétablissement du Parlement, et organisé des manifestations demandant la libération de leurs parents de sexe masculin ainsi que de tous les prisonniers politiques.

Un grand nombre de femmes ont été battues pour avoir participé à des manifestations ou tenté d'empêcher l'arrestation d'un de leurs proches. Certaines d'entre elles ont été gardées en "otage" pour contraindre un de leurs parents à se rendre aux autorités, d'autres ont été détenues, semble-t-il, pour sanctionner les activités d'opposants exercées par des hommes de leur famille. D'autres encore ont été appréhendées afin de dissuader leurs congénères de participer à des manifestations publiques. La plupart ont été mises en détention au secret, certaines placées à l'isolement cellulaire, pour une durée pouvant aller jusqu'à deux mois, avant d'être libérées, généralement sans inculpation ni jugement.

« L'arrestation de ces femmes et les coups qui leur ont été infligés participaient d'une tentative cynique de la part du gouvernement pour étouffer la critique et amener, par la pression, les détenues à livrer leur mari, leur père et leurs frères aux autorités », explique Amnesty International.

En avril 1995, 20 femmes exerçant des professions libérales ont signé une pétition adressée à l'émir, demandant qu'il soit mis fin au règne de la violence, que le dialogue national soit renoué et les droits démocratiques rétablis. Pour avoir refusé de retirer leur signature, Aziza al-Bassam, Hassa al-Khumairi et Munira Ahmad Fakhro ont dû quitter leur emploi.

Un mois après, Afaf Abd al-Amir al-Jamri était appréhendée, simplement, semble-t-il, en tant que fille de Sheikh Abd al-Amir al-Jamri, dignitaire chiite arrêté en 1995. D'après les informations reçues, elle a été battue par des femmes policières et placée en détention au secret pendant près d'un mois, avant d'être libérée sans inculpation ni jugement.

Dix femmes, au moins, ont été arrêtées en février 1996 et détenues pendant deux mois environ sans pouvoir communiquer ni avec leur famille ni avec leur avocat. Certaines d'entre elles avaient un mari ou un père en prison, d'autres avaient déjà subi une brève incarcération en 1995 ; toutes ont été libérées sans inculpation ni jugement.

« Aucune de ces femmes n'a été inculpée d'acte de violence ; la plupart n'ont d'ailleurs fait l'objet d'aucune poursuite, a signalé l'organisation de défense des droits de l'homme. La majorité d'entre elles étaient des prisonnières d'opinion, arrêtées pour avoir osé participer à une manifestation. »

En mars 1996, une vingtaine de lycéennes âgées de seize à vingt ans ont été arrêtées à la suite de protestations dans leur école et de manifestations de rue. Elles sont restées en prison durant plus d'un mois sans voir leurs proches ni leur avocat, et ont subi des brimades au cours de leur interrogatoire. L'une d'elles a relaté qu'elles avaient été l'objet de menaces de viol, d'insultes et de

remarques obscènes de la part d'un membre du personnel pénitentiaire.

Les lycéennes et les autres femmes arrêtées en 1996 ont toutes été relâchées. Néanmoins, certaines d'entre elles avaient déjà été détenues à la suite des troubles de 1994-1995, si bien qu'Amnesty International craint qu'elles ne soient de nouveau appréhendées et soumises à de mauvais traitements.

L'Organisation s'est montrée vivement préoccupée par les déclarations faites récemment à un quotidien de langue arabe par le ministre de l'Information de Bahreïn, Mohammed Ibrahim al-Motaweh ; il a affirmé que des femmes avaient participé au « transport d'armes », profitant du fait qu'elles ne pouvaient être fouillées. Il n'a pas donné de précision et Amnesty International, ayant constaté qu'aucune femme n'avait été inculpée pour ce motif, craint qu'il ne s'agisse là d'un prétexte pour procéder à de nouvelles arrestations arbitraires.

Au nombre des personnes détenues à la suite des arrestations massives de l'année dernière et des événements récents, se trouvaient des enfants âgés de sept ans. On estime qu'une soixantaine d'enfants sont restés en détention, privés de visites de leurs parents et d'assistance juridique. Dans certains cas, les forces de sécurité maintenaient des enfants en "otage" jusqu'à ce que leurs proches recherchés par la police se livrent. Un certain nombre d'enfants sont passés en jugement et ont été condamnés à la peine maximale - dix ans -, qu'ils purgeront dans un établissement correctionnel (islahiyya).

« Les enfants sont les plus vulnérables de toutes les victimes et l'absence constante de la moindre garantie les expose à des mauvais traitements et à des jugements iniques », a commenté Amnesty International.

Le gouvernement bahreïnite a en outre poursuivi sa politique d'exil forcé imposé aux militants politiques présumés et à leur famille ; il a également continué d'interdire le retour des exilés volontaires soupçonnés d'être des opposants, de leurs femmes et de leurs enfants.

« Toutes ces pratiques violent les normes internationales relatives aux droits de l'homme et les conventions internationales », a conclu Amnesty International.